



RUPTURES

Quelles justices pour les couples qui se séparent ? Une comparaison
entre la France et le Québec

Céline BESSIERE (Université Paris-Dauphine, IRISSO et CMH)
Emilie BILAND (Université Rennes 2, CRAPE et CMH / Université Laval)

Revue de projets à mi parcours : BLANC – JCJC SHS1

AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE
ANR

Identité du projet

- **RUPTURES**

- Etudier le traitement judiciaire des séparations conjugales en France et au Québec
 - Projet ANR JCJC depuis le 15 octobre 2012
 - 36 mois, prolongation de 9 mois jusqu'au 15 juillet 2016
 - Le financement JCJC a pérennisé une **équipe de recherche franco-canadienne bi-disciplinaire entre sociologie** (de la famille et des pratiques économiques) **et science politique** (de l'action publique et du droit)
- Autres soutiens financiers : PSL, Mission de recherche Droit et Justice, ENS, Labex Transfers, Commission permanente de coopération franco-québécoise
- Au Québec : Université Laval, Fonds Québécois pour la Recherche et la culture, Conseil de recherche en Sciences Humaines du Canada, Alliance Université-Communauté « Séparations conjugales », Réseau québécois en études féministes

Contexte

Forte croissance des ruptures d'union depuis une quarantaine d'années dans les pays occidentaux, en lien avec d'autres évolutions familiales (naissances hors-mariage, monoparentalité, concubinage, reconnaissance légale des couples de même sexe)

Mais **des manières différentes d'y faire face d'un pays à l'autre** (rôle des professionnels, notamment juges; variété des procédures; prise en charge publique ou privée).

Pour de nombreux acteurs institutionnels en France (notamment le Ministère de la justice), **le Québec est présenté comme un « modèle » à l'appui de plusieurs projets de réforme** : déjudiciarisation d'une grande partie des litiges, développement de la médiation familiale, mise en place de barèmes de pensions alimentaires et de prestations compensatoires.

Mais **d'autres sujets centraux au Québec sont peu abordés en France** : prélèvement à la source des pensions alimentaires, droits des conjoints non-mariés.

Objectifs scientifiques

Comparer la régulation par les tribunaux des litiges massifs et ordinaires que constituent les ruptures conjugales en France et au Québec, deux territoires disposant de larges prérogatives en droit familial et appartenant à une tradition juridique en partie commune.

Dans chaque territoire, étudier les transformations du droit familial contemporain et leur **mise en œuvre par les professionnels du droit de la famille** : magistrat-e-s, greffier-e-s, avocat-e-s, notaires, expert-e-s judiciaires.

Etudier la **circulation des instruments de cette politique familiale judiciairisée** entre le Québec et la France.

Programme de travail

Tâche n°1 : Double enquête ethnographique sur la justice familiale en France (2008-2015) et au Québec (2011-2015), mettant en œuvre un même protocole de recherche : analyse des transformations du droit de la famille, observations d’audiences dans les tribunaux, entretiens avec les professionnel-les de la justice familiale, consultation de dossiers judiciaires.

		France	Québec
Entretiens		20 JAF, 12 conseillers de CA ; 6 greffières; 46 avocat-e-s	18 juges; 3 personnels administratifs; 26 avocat-e-s
Observations	Audiences	1ere instance : 39 demi-journées = 330 affaires CA : 12 demi-journées, environ 100 affaires	28 journées = 130 affaires à la Cour Supérieure
	Rencontres avocats / clients	25 rendez-vous	75 rendez-vous
Consultation de dossiers judiciaires suivis en audience ou en cabinet		150	36

Programme de travail

Tâche n°2 (2008-2016) : Après une importante réflexion collective sur les données statistiques déjà disponibles en France, et de nombreux tests réalisés sur des dossiers (n=400), mise en place d'un masque de saisie d'une **base de données de dossiers archivés**. Objectif de saisie de 4000 dossiers judiciaires en France. Exploitation secondaire d'une base de 2 000 dossiers judiciaires au Québec.

Tâche n°3 (2012-2016) : **Circulation des instruments de la justice familiale entre le Québec et la France**. Analyse de la mise en place des barèmes de pension alimentaire au Québec et en France; circulation des dispositifs de médiation familiale et de droit collaboratif; comparaison des débats autour de la « déjudiciarisation ».

Résultats

Entre tendances communes et trajectoires distinctes

- Nuancer la thèse de la « privatisation » des séparations conjugales et de « l'égalité » face aux séparations conjugales
- Des modalités renouvelées pour l'encadrement professionnel et institutionnel de la vie privée
- Ayant des effets majeurs en termes d'inégalités entre les sexes, les classes et selon l'origine nationale

Une pratique collective de la recherche, orientée vers la formation des étudiant-e-s

- Atelier de formation à la recherche au sein de PSL* (Master PDI ENS-EHESS ; Licence et Master en sciences sociales de l'Université Paris-Dauphine) et stages de terrain : plus de 50 étudiant-e-s formés depuis la rentrée 2008.
- Mobilité de 4 étudiant-e-s et de 2 postdoctorantes entre la France et le Québec pour des séjours de plusieurs mois.
- Une dizaine d'emplois-étudiants créés au Québec.
- Une pratique inédite de formation collective à l'écriture scientifique.

Valorisation scientifique

Dans le monde académique

- 6 articles dans des revues à comité de lecture
- 2 chapitres dans des ouvrages collectifs
- 4 interventions dans des cours de Master
- 27 interventions dans des séminaires de recherche
- 9 interventions dans des colloques scientifiques nationaux
- 16 interventions dans des colloques internationaux (USA, Suisse, Allemagne, Espagne)

Auprès des professionnel-le-s du droit et du travail social

- 7 présentations de nos recherches auprès de praticiens (colloques ministériels ou professionnels, sessions de formation de juges et d'avocats etc.)

Auprès du « grand public »

- Un site web : www.ruptures.ulaval.ca
- Un livre paru en 2013
- 40 présentations de nos recherches dans les médias (TV, radio, presse écrite, internet)
- 2 textes de vulgarisation, publiés en ligne (manuel scolaire)
- 3 présentations du livre en librairie, à Paris et en région



Perspectives scientifiques

Poursuite des investigations empiriques

- Au Québec : achèvement de la phase de collecte des données à l'été 2015
- En France : deux chantiers majeurs
 - Saisie de 4 000 dossiers dans des TGI et Cours d'Appel à compter de l'été 2015
 - Campagne d'entretiens auprès d'acteurs et d'actrices de la politique et du droit de la famille débutée en avril 2015

Poursuite de la diffusion des résultats de la recherche

- 2 communications au prochain congrès de l'AFSP, à Aix en Provence, en juin 2015
- Organisation d'un colloque sur la prise en charge des enfants après les séparations dans le cadre du congrès international des recherches féministes dans la francophonie, à Montréal, en août 2015 (France, Canada, Nouvelle Calédonie, Sénégal, Maroc)
- Plusieurs *working papers* sur le métier :
 - Ce que la classe fait au genre. Le cas des affaires familiales en France.
 - Are Judges Street-Level Bureaucrats? Evidence from French and Canadian Family Courts.
- Un projet de numéro spécial de revue
- Colloque final du projet en juin ou juillet 2016

Merci pour votre attention

Coordinatrices : Céline BESSIERE (pour l'enquête France), Emilie BILAND (pour l'enquête Québec)

E-mail: celine.bessiere@dauphine.fr

emilie.biland@pol.ulaval.ca

Site: www.ruptures.ulaval.ca